



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.617/2
du 15 février 2021

advies 68.617/2
van 15 februari 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant diverses
dispositions relatives à la
sélection et au recrutement des
membres du personnel des
services de police'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
diverse bepalingen inzake
selectie en rekrutering van de
personeelsleden van de
politiediensten'

Le 30 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 19 février 2021^{*}, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives à la sélection et au recrutement des membres du personnel des services de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 février 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 février 2021.

^{*} Par un courriel du 4 janvier 2021.

*

Op 30 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 19 februari 2021^{*}, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen inzake selectie en rekrutering van de personeelsleden van de politiediensten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 februari 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 februari 2021.

^{*} Bij e-mail van 4 januari 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Lorsque le Roi entreprend d'apporter de nouvelles orientations à un régime statutaire, il est recommandé d'accompagner l'arrêté en projet d'un rapport au Roi afin d'en expliquer les tenants et aboutissants et, le cas échéant, de répondre aux observations formulées par la section de législation dans son avis.

Il se recommande dès lors en l'occurrence que l'auteur du projet rédige un rapport au Roi, qui sera publié en même temps que le projet d'arrêté à l'examen, lequel a notamment pour objet de modifier l'arrêté royal du 30 mars 2001 'portant la position juridique du personnel des services de police' (ci-après : le « PJPo »).

FORMALITÉS PRÉALABLES

La formalité relative à la négociation syndicale ne peut être considérée comme valablement accomplie dès lors que le protocole de négociation n° 470/2 du 2 octobre 2019 du comité de négociation des services de police n'est pas signé par les responsables de l'ensemble des organisations syndicales.

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer du bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans certaines dispositions, le projet subdélègue ou autorise le ministre à subdéléguer certains pouvoirs à un « service »¹.

Si des subdélégations peuvent être admises dans la mesure où elles ne portent que sur des aspects très secondaires et spécifiques aux services en question, une délégation de pouvoirs ne peut toutefois, par définition, être attribuée qu'à une personne, physique ou morale, qui, seule, peut valablement poser des actes juridiques.

¹ Voir, à titre d'illustration, les articles VII.II.17, VII.II.18 et VII.II.19 en projet (articles 48, 49 et 50 du projet).

Il convient donc, lorsque la subdélégation peut se justifier, d'autoriser le ministre à désigner un fonctionnaire ou un organe déterminé, et non un « service » non doté de la personnalité juridique.

2. La section de législation s'interroge sur l'absence de dispositions transitoires alors que plusieurs modifications en projet sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les procédures de recrutement et de promotion pendantes ainsi que sur les réserves de recrutement en cours de validité.

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer qu'il ne convient pas de prévoir des mesures transitoires de manière à respecter les attentes légitimes des intéressés.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Les articles 1^{er} et 2 du projet ont pour objet de modifier l'arrêté royal du 8 février 2001 'portant exécution de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police'.

Il convient dès lors de viser au préambule, dans un nouvel alinéa 2, les articles 15, 3^o, et 16 de la loi du 24 mars 1999 'organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police'².

DISPOSITIF

Article 6

L'article IV.I.49 du PJPol a été confirmé par l'article 136 de la loi du 26 avril 2002, ce qui a pour conséquence que seule une norme de rang législatif peut apporter des modifications à cette disposition.

La mention de l'article IV.I.49 sera omise de l'article 6 du projet d'arrêté.

² L'article 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 mars 1999 prévoit – contrairement à la version consolidée que l'on pouvait trouver sur *Justel* à la date à laquelle le présent avis est donné – que

« [I]l fixe les règles qui sont applicables aux délégués syndicaux en raison de leur activité au sein des services de police. Il fixe la position des membres du personnel ayant ladite qualité et détermine les cas dans lesquels les périodes de mission syndicale sont assimilées à des périodes de service ».

Le texte figurant sur *Justel* est celui des alinéas 2 et 3 de cet article 16, y insérés par l'article 3 de la loi du 27 décembre 2000 'portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police'.

Article 11

1. L'article IV.I.18 en projet entend habiliter le ministre à donner des « directives » à la commission de moralité concernant l'appréciation de l'exigence fixée par l'article 12, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 26 avril 2002, selon laquelle le candidat doit « être de conduite irréprochable et ne pas présenter de facteurs de risque qui constituent un obstacle à l'engagement à la police ».

Formulée de la sorte, la disposition en projet laisse à penser que le ministre pourrait intervenir à sa guise dans le cadre de l'appréciation du caractère irréprochable ou non de la conduite d'un candidat.

Interrogée sur la portée de ces « directives », la déléguée de la Ministre a expliqué qu'il s'agit simplement de faire référence aux précisions apportées dans l'arrêté ministériel du 28 décembre 2001 'portant exécution de certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police' (ci-après : l'« AEPol ») à l'égard de l'enquête de moralité.

C'est donc au sein de l'« AEPol » que ces « directives » prendront place.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article IV.I.57bis en projet (article 35 du projet).

2. L'article IV.I.18 en projet prévoit que la décision relative à la restriction territoriale pouvant être imposée au candidat peut être prise « dans le courant de l'enquête de moralité ».

La commission ne pouvant être complètement informée qu'au terme de l'enquête de moralité, la disposition en projet sera revue de manière à ce que la commission de moralité ne puisse se prononcer sur l'éventuelle restriction territoriale qu'une fois l'enquête terminée et après avoir laissé la possibilité au candidat de s'expliquer sur la mesure à prendre³.

3. Le projet précisera l'articulation entre la possibilité, prévue à l'article IV.I.18 en projet, de demander « à tout moment » de revoir la restriction territoriale imposée, avec la procédure d'appel prévue à l'article IV.I.19 du PJPol, procédure soumise à des délais et des formes spécifiques permettant de contester, entre autres, la restriction territoriale en question.

³ Sur la nécessité d'entendre le candidat, voir l'avis n° 46.171/2 donné le 15 avril 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 juin 2009 'portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police', observation formulée sous l'article 12 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46171.pdf>).

Article 15

Il est admis que le Roi puisse confier l'exercice d'une partie de son pouvoir réglementaire à l'un de ses ministres.

Une telle délégation doit cependant être précise et ne peut se rapporter qu'à des mesures accessoires ou complémentaires qui sont nécessaires à l'exécution ou à l'application d'une réglementation que le Roi a lui-même fixée. Il en va *a fortiori* ainsi dans les matières que la Constitution réserve au législateur, telle la fixation des éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, conformément à son article 184.

En l'espèce, ne répond pas à ces conditions et doit dès lors être omise l'habilitation prévue à l'article IV.I.27 en projet (article 15 du projet) qui délègue au ministre, sans autre précision, le pouvoir de fixer « la composition et la méthode de travail de la commission de moralité visée à l'article IV.I.18, alinéa 1^{er} ».

Cette commission a en effet pour rôle d'apprécier la « conduite » irréprochable ou non du candidat, soit une condition essentielle d'accès aux épreuves de sélection fixée par l'article 12, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 26 avril 2002.

Il appartient au Roi de fixer les éléments essentiels de la composition et la méthode de travail de la commission de moralité et, le cas échéant, d'habiliter, dans les limites qu'il fixe, le ministre à en préciser les éléments accessoires ou secondaires.

Article 17

L'article IV.I.29, alinéa 2, en projet autorise, « si cependant, besoin en est », la commission de délibération d'exiger des examens complémentaires au sujet des candidats.

Formulée de la sorte, la disposition en projet octroie à la commission de délibération un pouvoir de prendre certaines décisions individuelles sur une base particulièrement floue⁴.

Interrogée sur la portée des mots « si besoin en est », la déléguée de la Ministre a expliqué que leur objet est de permettre à la commission de délibération d'exiger des examens complémentaires dans le cas où il existerait des indications sérieuses selon lesquelles le candidat risquerait de ne plus remplir les exigences en question.

La formulation de l'article IV.I.29 sera revue en ce sens.

Une observation analogue vaut pour l'alinéa 3 en projet.

⁴ Voir en ce sens l'avis n° 46.171/2 donné le 15 avril 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 juin 2009 'portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police', observation formulée sous l'article 19 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46171.pdf>).

Article 18

Eu égard aux modifications apportées à l'article IV.I.29 du PJPol, il convient d'adapter la formulation de l'article IV.I.29*bis* en conséquence, en se référant simplement à l'article IV.I.29.

Article 21

L'article IV.I.30*bis* en projet prévoit que le candidat inspecteur de police

« [...] qui n'a toujours pas été sélectionné, est soumis aux épreuves de sélection organisées par l'autorité de nomination de la police fédérale [...] pour les emplois que le directeur général de la gestion des ressources et de l'information détermine ».

Le projet doit fixer plus précisément les conditions et les critères sur la base desquels l'autorité bénéficiaire de la délégation peut agir, à défaut de quoi celle-ci serait inadmissible.

L'article IV.I.30*bis* en projet sera revu en conséquence.

Article 22

L'article IV.I.31 en projet permet au règlement de sélection de déroger au délai de deux ans fixé par la même disposition pour la durée de validité de la réserve de recrutement.

Pareille prolongation, qui peut avoir pour effet de rendre impossible l'accès aux fonctions concernées pendant un délai qui dépend du seul règlement de sélection, n'est pas admissible. En effet, la durée de validité d'une réserve de recrutement est en principe un élément inhérent au statut lui-même.

L'article 22 doit être revu sur ce point.

Si le texte devait être revu pour fixer lui-même une durée supérieure à deux ans, il s'indiquera de veiller à articuler la disposition avec l'article IV.I.29 du PJPol en projet en ce que ce dernier prévoit que les candidats peuvent être dispensés d'épreuves pour lesquelles ils auraient atteint le seuil minimum fixé, la dispense étant valable deux années à compter de la notification de la réussite.

Article 30

La disposition habilite le ministre « ou le service visé à l'article IV.I.57 » à demander cet examen complémentaire.

Or l'article IV.I.57 en projet, modifié par l'article 34 du projet, vise « le chef du service » que le ministre désigne.

La disposition sera revue afin de faire disparaître cette incohérence ⁵.

Article 38

L'article IV.II.46, alinéa 1^{er}, en projet permet l'accomplissement d'une enquête complémentaire de moralité dans le cas où le « délai » entre l'inscription dans la réserve de recrutement et le commencement de la formation « le rend nécessaire ».

Une telle enquête constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée des candidats et doit dès lors être prévue par la loi, conformément à l'article 22 de la Constitution ⁶.

Or, d'après l'article 14 de la loi du 26 avril 2002, le candidat doit déjà avoir rencontré la condition de la « conduite irréprochable » « à la date de sa participation aux épreuves de sélection ».

La possibilité d'effectuer cette enquête de moralité complémentaire sera donc omise eu égard au fait que la loi ne la prévoit pas.

L'article IV.II.46 en projet sera revu en conséquence.

Article 44

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'arrêté royal du 20 novembre 2001 'fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police' devra faire l'objet d'adaptations en ce qu'il se réfère à certaines dispositions du PJPol remplacées par l'article 44 du projet.

Articles 49 et 50

L'article IV.I.16 devant être abrogé par l'article 9 du projet à l'examen, il ne peut y être fait référence.

*

⁵ Il est également renvoyé sur ce point à l'observation générale n° 1.

⁶ Voir en ce sens l'avis n° 46.171/2 donné le 15 avril 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 7 juin 2009 'portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police', observation formulée sous l'article 45 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/46171.pdf>).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Wanneer de Koning een statutair stelsel aanpast, waarbij nieuwe keuzes worden gemaakt, verdient het aanbeveling bij het ontwerpbesluit een verslag aan de Koning te voegen waarin het hoe en waarom ervan uitgelegd wordt en, in voorkomend geval, een antwoord geboden wordt op de opmerkingen die de afdeling Wetgeving in haar advies formuleert.

In casu is het bijgevolg wenselijk dat de steller van het ontwerp een verslag aan de Koning opmaakt dat tegelijk met het voorliggende ontwerpbesluit bekendgemaakt wordt, welk besluit inzonderheid strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 ‘tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’ (hierna: het “RPPol”).

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het vormvereiste inzake de onderhandelingen met de vakbonden kan niet geacht worden op geldige wijze vervuld te zijn, aangezien het onderhandelingsprotocol nr. 470/2 d.d. 2 oktober 2019 van het onderhandelingscomité niet door de verantwoordelijken van alle vakbonden ondertekend is.

De steller van het ontwerp dient ervoor te zorgen dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Bij sommige bepalingen van het ontwerp worden bepaalde bevoegdheden gesubdelegeerd aan of wordt de minister gemachtigd bepaalde bevoegdheden te subdelegeren aan een “dienst”.¹

Subdelegatie kan weliswaar worden aanvaard in zoverre ze betrekking heeft op aspecten die zeer bijkomstig zijn en eigen zijn aan de betrokken diensten, doch delegatie van bevoegdheid mag per definitie slechts aan een natuurlijke of een rechtspersoon worden verleend, die als enige op geldige wijze rechtshandelingen kan stellen.

¹ Zie bij wijze van voorbeeld de ontworpen artikelen VII.II.17, VII.II.18 en VII.II.19 (artikelen 48, 49 en 50 van het ontwerp).

Indien subdelegatie gewettigd is, dient de minister derhalve ertoe gemachtigd te worden een welbepaald ambtenaar of een welbepaalde instantie aan te wijzen, doch niet een “dienst”, die geen rechtspersoonlijkheid bezit.

2. De afdeling Wetgeving heeft vragen bij het ontbreken van overgangsbepalingen terwijl verscheidene ontworpen wijzigingen een weerslag kunnen hebben op de hangende wervings- en bevorderingsprocedures alsook op de nog geldige wervingsreserves.

De steller van het ontwerp dient er zich van te vergewissen dat niet voorzien hoeft te worden in overgangsmaatregelen met het oog op het eerbiedigen van de legitieme verwachtingen van de betrokkenen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

De artikelen 1 en 2 van het ontwerp strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 ‘tot uitvoering van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten’.

In de aanhef dient dus, in een nieuw tweede lid, verwezen te worden naar de artikelen 15, 3°, en 16 van de wet van 24 maart 1999 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten’.²

DISPOSITIEF

Artikel 6

Artikel IV.I.49 van het RPPol is bekrachtigd bij artikel 136 van de wet van 26 april 2002, wat tot gevolg heeft dat alleen bij een wetgevende norm wijzigingen aangebracht kunnen worden in die bepaling.

De vermelding van artikel IV.I.49 moet weggelaten worden uit artikel 6 van het ontwerpbesluit.

² Artikel 16, eerste lid, van de wet van 24 maart 1999 luidt – in tegenstelling tot de geconsolideerde versie die te vinden was op *Justel* op de datum waarop dit advies is gegeven:

“De Koning bepaalt de regels die gelden voor de vakbondsafgevaardigden ter zake van hun activiteit in de politiediensten. Hij bepaalt de stand van de personeelsleden die deze hoedanigheid bezitten en de gevallen waarin de tijd gedurende welke zij een vakbondsopdracht vervullen, met dienstdtijd wordt gelijkgesteld”.

De tekst op *Justel* is die van het tweede en het derde lid van dat artikel 16, die daarin ingevoegd zijn bij artikel 3 van de wet van 27 december 2000 ‘houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’.

Artikel 11

1. Het ontworpen artikel IV.I.18 strekt ertoe de minister te machtigen “richtlijnen” te geven aan de moraliteitscommissie in verband met de beoordeling van de vereiste vastgesteld bij artikel 12, eerste lid, 3°, van de wet van 26 april 2002, dat bepaalt dat de kandidaat “van onberispelijk gedrag [moet] zijn en geen risicofactoren [mag] vertonen die een beletsel tot indienstneming bij de politie vormen”.

Zoals de ontworpen bepaling gesteld is, wekt ze de indruk dat de minister naar eigen goeddunken kan handelen bij de beoordeling van de al dan niet onberispelijke aard van het gedrag van een kandidaat.

Op de vraag wat de draagwijdte is van die “richtlijnen” heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat het enkel de bedoeling is te verwijzen naar de preciseringen die aangebracht zijn bij het ministerieel besluit van 28 december 2001 ‘tot uitvoering van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’ (hierna: het “UBPol”) ten aanzien van het moraliteitsonderzoek.

Die “richtlijnen” moeten dus opgenomen worden in het “UBPol”.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor het ontworpen artikel IV.I.57bis (artikel 35 van het ontwerp).

2. Het ontworpen artikel IV.I.18 bepaalt dat de beslissing in verband met de territoriale beperking die opgelegd kan worden aan de kandidaat, genomen kan worden “in de loop van het moraliteitsonderzoek”.

Aangezien de commissie slechts volledig geïnformeerd kan worden na het moraliteitsonderzoek, moet de ontworpen bepaling aldus herzien worden dat de moraliteitscommissie zich pas over een mogelijke territoriale beperking kan uitspreken zodra het onderzoek afgelopen is en nadat de kandidaat de mogelijkheid heeft gehad gehoord te worden over de te nemen maatregel.³

3. In het ontwerp moet gepreciseerd worden hoe de mogelijkheid, zoals bedoeld in het ontworpen artikel IV.I.18, om “steeds” te verzoeken de opgelegde territoriale beperking te herzien, zich verhoudt tot de beroepsprocedure zoals bedoeld in artikel IV.I.19 van het RPPol, welke procedure gebonden is aan specifieke termijnen en vormvereisten en de mogelijkheid biedt onder andere de territoriale beperking in kwestie te betwisten.

³ Over de noodzaak om de kandidaat te horen, zie advies 46.171/2, op 15 april 2009 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 7 juni 2009 ‘tot wijziging van verschillende teksten betreffende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’, opmerking gemaakt bij artikel 12 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/46171.pdf>).

Artikel 15

Er wordt aanvaard dat de Koning de uitoefening van een deel van zijn reglementaire bevoegdheid kan toevertrouwen aan één van zijn ministers.

Een zodanige delegatie moet evenwel precies zijn, en ze mag alleen betrekking hebben op aanvullende of bijkomstige maatregelen nodig voor de uitvoering of de toepassing van een regeling die de Koning zelf heeft vastgesteld. Dat geldt *a fortiori* voor de aangelegenheden die krachtens de Grondwet voorbehouden zijn aan de wetgever zoals, luidens artikel 184 van de Grondwet, de vaststelling van de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst.

De machtiging vervat in het ontworpen artikel IV.I.27 (artikel 15 van het ontwerp) waarbij aan de minister, zonder nadere precisering, de bevoegdheid verleend wordt om “de samenstelling en de werkwijze van de in artikel IV.I.18, eerste lid, bedoelde moraliteitscommissie” te bepalen, beantwoordt *in casu* niet aan die voorwaarden en moet weggelaten worden.

Het is immers de rol van die Commissie om het al dan niet onberispelijke “gedrag” van een kandidaat te beoordelen, wat een essentiële voorwaarde is, vastgesteld bij artikel 12, eerste lid, 3°, van de wet van 26 april 2002, om toegelaten te worden tot de selectieproeven.

Het staat aan de Koning om de essentiële elementen vast te stellen voor de samenstelling en de werkwijze van de moraliteitscommissie en, in voorkomend geval en binnen de grenzen die hij vastlegt, de minister te machtigen om de aanvullende of bijkomstige elementen ervan te preciseren.

Artikel 17

Luidens het ontworpen artikel IV.I.29, tweede lid, mag de deliberatiecommissie, “zo daar evenwel aanwijzingen toe zijn”, extra onderzoeken eisen met betrekking tot de kandidaten.

Zoals de ontworpen bepaling geformuleerd is, wordt daarbij aan de deliberatiecommissie de bevoegdheid verleend om bepaalde individuele beslissingen te nemen op een bijzonder vage basis.⁴

Op de vraag wat de draagwijdte is van de woorden “zo daar aanwijzingen toe zijn” heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat ze ertoe strekken de deliberatiecommissie de mogelijkheid te bieden extra onderzoeken te eisen ingeval er ernstige aanwijzingen zouden bestaan dat de kandidaat niet langer zou beantwoorden aan de vereisten in kwestie.

De formulering van artikel IV.I.29 moet in die zin herzien worden.

⁴ Zie in die zin advies 46.171/2, op 15 april 2009 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 7 juni 2009 ‘tot wijziging van verschillende teksten betreffende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’, opmerking gemaakt bij artikel 19 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/46171.pdf>).

Een vergelijkbare opmerking geldt voor het ontworpen derde lid.

Artikel 18

Gelet op de wijzigingen die aangebracht worden in artikel IV.I.29 van het RPPol, dient de formulering van artikel IV.I.29bis dienovereenkomstig aangepast te worden door eenvoudigweg te verwijzen naar artikel IV.I.29.

Artikel 21

Het ontworpen artikel IV.I.30bis bepaalt dat de kandidaat politie-inspecteur

“die nog steeds niet werd geselecteerd, (...) onderworpen [wordt] aan de selectieproeven georganiseerd door de benoemende overheid van de federale politie (...) voor de betrekkingen die de directeur-generaal van het middelenbeheer en de informatie bepaalt”.

De voorwaarden en criteria op basis waarvan de overheid waaraan de delegatie verleend wordt, kan handelen, moeten nauwkeuriger in het ontwerp vastgesteld worden, anders is die delegatie niet toelaatbaar.

Het ontworpen artikel IV.I.30bis moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 22

Luidens het ontworpen artikel IV.I.31 mag in het selectiereglement afgeweken worden van de termijn van twee jaar die in dezelfde bepaling vastgesteld wordt als geldigheidsduur van de wervingsreserve.

Een dergelijke verlenging, die tot gevolg kan hebben dat de toegang tot de functies in kwestie onmogelijk wordt gemaakt gedurende een termijn die enkel afhangt van het selectiereglement, is niet aanvaardbaar. De geldigheidsduur van een wervingsreserve is immers in principe een element dat inherent is aan het statuut zelf.

Artikel 22 moet herzien worden op dat punt.

Als de tekst aldus herzien wordt dat daarin een termijn van meer dan twee jaar vastgesteld wordt, dan zal gewaakt dienen te worden over de samenhang van de betreffende bepaling met het ontworpen artikel IV.I.29 van het RPPol, aangezien dat artikel bepaalt dat de kandidaten vrijgesteld kunnen worden van proeven waarvoor ze de bepaalde minimumdrempel behaald hebben, waarbij de vrijstelling geldt voor twee jaar te rekenen vanaf de kennisgeving van hun slagen.

Artikel 30

Bij de bepaling wordt de minister “of de in artikel IV.I.57 bedoelde dienst” gemachtigd om een extra onderzoek aan te vragen.

In het ontworpen artikel IV.I.57 (artikel 34 van het ontwerp), wordt evenwel “het hoofd van de door [de minister] aangewezen dienst” beoogd.

De bepaling moet aldus herzien worden dat die inconsistentie weggewerkt wordt.⁵

Artikel 38

Luidens het ontworpen artikel IV.II.46, eerste lid, mag een extra moraliteitsonderzoek uitgevoerd worden zo daar ingevolge het “tijdsverloop” tussen de opname in de wervingsreserve en de aanvang van de opleiding “aanwijzingen toe zijn”.

Een dergelijk onderzoek vormt een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven van de kandidaten. Bijgevolg moet daar, overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet, in voorzien worden bij de wet.⁶

Luidens artikel 14 van de wet van 26 april 2002, moet de kandidaat evenwel al voldoen aan de voorwaarde van “onberispelijk gedrag” “op de datum waarop hij aan de selectieproeven deelneemt”.

De mogelijkheid om dat extra moraliteitsonderzoek uit te voeren moet dus weggelaten worden, gelet op het feit dat de wet daar niet in voorziet.

Het ontworpen artikel IV.II.46 moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 44

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat het koninklijk besluit van 20 november 2001 ‘tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten’ aangepast zal moeten worden, aangezien daarin verwezen wordt naar sommige bepalingen van het RPPol die vervangen worden bij artikel 44 van het ontwerp.

⁵ Op dat punt wordt eveneens verwezen naar algemene opmerking 1.

⁶ Zie in die zin advies 46.171/2, op 15 april 2009 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 7 juni 2009 ‘tot wijziging van verschillende teksten betreffende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten’, opmerking gemaakt bij artikel 45 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/46171.pdf>).

Artikelen 49 en 50

Aangezien artikel IV.I.16 opgeheven wordt bij artikel 9 van het voorliggende ontwerp, mag er niet langer naar verwezen worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT